



EXTRAIT DE PÉTITION (Conforme au Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 2 949 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE l'industrie québécoise du taxi représente plus de 1,4 milliard de dollars d'investissements, plus de 500 millions de dollars d'activité économique à chaque année et plus de 22 000 emplois dans toutes les régions du Québec;

CONSIDÉRANT QUE cette industrie est encadrée de façon à assurer la sécurité des passagers ainsi que l'équilibre entre l'offre et la rentabilité des entreprises;

CONSIDÉRANT QUE cette industrie est en pleine phase de modernisation, notamment sur le plan des applications mobiles, des modes de paiement et de l'utilisation de technologies vertes;

CONSIDÉRANT QUE, depuis plus d'un an, l'entreprise Uber et ses chauffeurs offrent des services de transport par taxi considérés comme étant illégaux par de nombreux intervenants, au péril du gagne-pain de milliers de travailleurs;

CONSIDÉRANT QUE les activités de cette entreprise encourageraient l'évasion fiscale;

CONSIDÉRANT QUE les activités de cette entreprise encourageraient d'autres transporteurs à offrir leurs services illégalement;

CONSIDÉRANT QUE cette concurrence, qualifiée par plusieurs de déloyale à l'endroit de l'industrie du taxi, a des effets négatifs sur l'économie, sur les finances publiques et sur la sécurité des passagers;

CONSIDÉRANT QUE, malgré les efforts de contrôle des autorités gouvernementales, le phénomène du transport illégal continue de prendre de l'ampleur au Québec;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons à l'Assemblée nationale d'adopter des mesures législatives renforçant les sanctions à l'endroit des entreprises et des personnes qui offrent, réalisent ou encouragent le transport illégal de personnes, incluant la suspension du permis de conduire, afin que les mêmes lois s'appliquent à tous.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.


André Drolet, député de Jean-Lesage

08-03-2016
Date de signature de l'extrait